Conseil des corporations de la Couronne

Une corporation de la Couronne du Manitoba

Rapport du quatrième trimestre de 2004

This information is also available in English.
Call (204) 949-5270.
www.crowncc.mb.ca

Conseil des corporations de la Couronne

Rapport du quatrième trimestre
pour la période de trois mois ayant pris fin
le 31 décembre 2004

Table des matières **Page**

Lettre d'accompagnement

Activités du Conseil au cours du trimestre 1

Planification stratégique et priorités 1

Rapports du personnel 2

Présentations devant le Conseil

Vue d'ensemble - Conseil des corporations de la Couronne
États financiers 4

États financiers pour l'année ayant pris fin le 31 décembre 2004 (non vérifiés) 5

Le 30 mars 2005

Monsieur Gregory Selinger
Ministre responsable
du Conseil des corporations de la Couronne
Palais législatif, bureau 103
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Monsieur le Ministre,

En vertu de la *Loi sur l'examen public des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci*, le Conseil des corporations de la Couronne est tenu de publier un rapport trimestriel. Vous trouverez ci-joint le rapport s'appliquant à la période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre 2004.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

DOCUMENT ORIGINAL SIGNÉ PAR
Le président,

Arthur V. Mauro

Activités du Conseil au cours du trimestre

La Société des alcools du Manitoba a présenté devant le Conseil un exposé qui portait sur les questions stratégiques et la performance d'entreprise.

Planification stratégique et priorités

Le Conseil a commencé sa planification stratégique pour la période 2005-2007. Dans le cadre des relations particulières qui l'unissent aux corporations de la Couronne commerciales, le Conseil, en collaboration avec celles-ci, a facilité l'élaboration de mandats, d'énoncés des objectifs et de critères de rendement.

Pour la plupart, le gouvernement d'entreprise, les systèmes de rendement et les pratiques commerciales en vigueur dans les corporations de la Couronne sont bien établis et adaptés aux activités commerciales de celles-ci. L'examen réglementaire des tarifs de l'assurance automobile et des services publics tient compte du coût de ces activités.

Pour la période 2005-2007, le Conseil a déterminé que les ministères, en leur qualité de propriétaires, devaient donner des directives aux corporations de la Couronne afin que celles-ci, en priorité :

- suivent les orientations et répondent aux attentes fixées par les ministères en ce qui concerne le rendement et les objectifs commerciaux;
- fassent en sorte que leurs conseils d'administration et leurs directions informent les ministres de façon complète;

- déterminent le niveau de risque approprié à leur situation particulière.

Le Conseil encouragera les ministres à faire le nécessaire pour que les corporations de la Couronne soient informées de ces questions et les comprennent.

Le personnel du Conseil apportera son aide dans les tâches de supervision, d'élaboration des rapports et d'examen. La supervision effectuée par le Conseil consiste en un examen régulier des documents des corporations de la Couronne ainsi que des décisions et des rapports des tiers. Elle montre l'état d'avancement des plans des corporations de la Couronne et ses conclusions sont constatées régulièrement et systématiquement. Les rapports du personnel contribuent à cerner les problèmes, à fixer les normes et les critères, et à évaluer les actions entreprises par les corporations de la Couronne pour remplir leurs obligations. Les rapports mettent l'accent sur les obligations suivantes prescrites par la *Loi sur l'examen public des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci* :

- mandat;
- objectif;
- rendement;
- plans à long terme.

Rapports du personnel

Des rapports du personnel consacrés à Hydro-Manitoba et à la Société des alcools du Manitoba ont été complétés. Les points saillants du rapport sur Hydro-Manitoba concernent le mandat, les programmes de gestion axée sur la demande, la planification des

ressources et la gestion des risques. Les risques sont demeurés les mêmes depuis notre précédent rapport.

Les points saillants du rapport consacré à la Société des alcools du Manitoba concernent les objectifs financiers durables et les microbrasseries du Manitoba. Les risques n'ont pas fondamentalement changé depuis notre précédent rapport.

Présentations devant le Conseil

Aucune présentation n'a été faite devant le Conseil durant la période visée par le rapport.

Vue d'ensemble
Conseil des corporations de la Couronne
États financiers
pour la période d'un an qui a pris fin le
31 décembre 2004 (non vérifiés)

Les frais d'exploitation sont récupérés des corporations de la Couronne par l'imposition d'une cotisation allouée au prorata et déterminée en fonction des recettes de chaque corporation de la Couronne. Les cotisations sont prises en compte dans les états financiers au moment où les frais connexes sont engagés.

Les dépenses pour la période qui a pris fin le 31 décembre 2004 ont augmenté de 54 000 $ par rapport à la même période l'an dernier. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'augmentation générale des salaires, aux congés annuels accumulés et à l'amortissement pour dépréciation lié à l'achat d'un nouveau système informatique.

Balance Sheet
(unaudited)

	December 31 2004	December 31 2003
Assets	(thousands of dollars)	
Current		
Cash	$ 384	$ 465
Accounts receivable	6	7
	390	472
Capital assets (note 4)	35	5
	$ 425	$ 477
Liabilities and Reserve Reflecting Net Investment in Capital Assets		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities	$ 71	$ 56
Levies received in advance	140	146
Due to Manitoba Crown corporations (note 3)	76	195
	287	397
Retirement allowances and other benefits payable	103	75
(notes 2 (d) and 5)	390	472
Reserve reflecting net investment in capital assets	35	5
	$ 425	$ 477

Statement of Income and Reserve
Reflecting Net Investment in Capital Assets
(unaudited)

	Year Ended December 31	
	2004	2003
	(thousands of dollars)	
Income		
Recoveries from corporations through levies	$ 711	$ 623
Interest	5	7
	716	630
Expenses	686	632
Excess (deficit) of income over expenses	$ 30	$ (2)
Reserve reflecting net investment in capital assets, beginning of period	5	7
Reserve reflecting net investment in capital assets, end of period	$ 35	$ 5

1. Nature of organization

The Crown Corporations Council (the "Council") is a body corporate established on June 5, 1989 under the Crown Corporations Public Review and Accountability Act.

The mandate of the Council is to facilitate clear mandates, development of performance measures and consistent practices and to review corporate plans of Crown corporations under its purview.

2. Significant accounting policies

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. Outlined below are those principles considered particularly significant for the Council.

a) Recoveries of expenses from Crown corporations

Operating expenses are recovered from the Crown corporations through the assessment of levies allocated on a pro rata basis determined by the revenues of each Crown corporation. The levies are recognized in these financial statements at the time the related costs are incurred. In addition, certain direct costs incurred on behalf of particular corporations are recovered directly from the respective Crown corporations.

b) Reserve reflecting the net investment in capital assets

The purchase of capital assets is funded through operating expense levies assessed to Crown corporations. The reserve reflects levies assessed to the Crown corporations with respect to the Council's capital assets.

c) Capital Assets

Capital assets are recorded at cost. Depreciation is provided on a straight line basis over five years on the office furniture and equipment and over three years on the computer equipment.

d) Retirement allowances

Retirement allowances are provided to certain qualifying employees. The costs of benefits earned by employees are charged to expenses as services are rendered. The cost reflects management's best estimates of the length of service, salary increases and ages at which employees will retire. In addition, adjustments arising from plan amendment, changes in assumptions, experience gains and losses, and the actuarial present value of the accrued entitlement as at January 1, 2000 are being amortized to expenses on a straight line basis over the expected average remaining service life of the employee group. The unamortized balance of the January 1, 2000 actuarial present value of the accrued entitlement is $25,400 at December 31, 2004 (2003 - $29,000).

3. Due to Manitoba Crown corporations

These amounts represent a retroactive adjustment to levies based on Council's actual expenses.

4. Capital assets

These are comprised entirely of office furniture and equipment and computer equipment.

	December 31	
	2004	2003
	(in thousands of dollars)	
Cost		
Office furniture and equipment	$61	$58
Computer equipment	46	56
	$107	$114
Accumulated depreciation		
Office furniture and equipment	56	54
Computer equipment	16	55
	72	109
Net book value	$ 35	$ 5

5. Pension costs and obligations

Employees of the Council are provided pension benefits by the Civil Service Superannuation Fund ("the Fund"). Under paragraph 6 of the Civil Service Superannuation Act, the Council is described as a "matching employer" and its contribution toward the pension benefits is limited to matching the employees' contributions to the Fund. In addition, one employee is entitled to enhanced pension benefits. The cost of the benefits earned by the employee is charged to expenses as services are rendered. The cost reflects management's best estimate of salary increases and the age at which the employee will retire.

6. Lease commitments

The Council is committed under a premises lease expiring on April 30, 2005 to annual basic rental payments of approximately $32,400 and annual common area and operating costs of approximately $30,700. Council has entered into a new premises lease for a five year period, May 1, 2005 to April 30, 2010.

The lease payments excluding annual common area and operating costs are as follows:

Year	Base Rent
2005	$34,376
2006	$35,379
2007	$35,379
2008	$35,379
2009	$35,379
2010	$11,793

7. Statement of cash flows

A statement of cash flows has not been presented in these financial statements as no additional useful information would be provided by its inclusion.